



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[2 962 000]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	2 931 132 075 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	232 321 428 [] NA [] NAP

Commentaires The figure indicated above is the sum of annual public approved expenditure for 2018, while the implemented sum for 2018 was 2607356777

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[3 544]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[3 840]

[] NA

Commentaires EUR ~320 (AMD 172.727) was the average monthly nominal wage for 2018, the average annual salary is EUR~3840. The basis for calculations was the exchange rate 554.8~555 (please see the next question).

The slight decrease is due to fluctuations in the exchange rate and a small decrease in average monthly nominal wage.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[554.8]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : www.armstat.am,
<https://www.armstat.am/en/?nid=12&id=17012&submit=Search>

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des

tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	16 189 798 [] NA [] NAP	15 473 539 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	12 894 415 [] NA [] NAP	12 729 889 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	124 628 [] NA [] NAP	89 559 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	28 755 [] NA [] NAP	28 737 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	12 643 [] NA [] NAP	325 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The reserve fund of courts: approved-311666.4, implemented-120655.5 Providing social packages of employees of state's institution and organization: approved-294814.4, implemented-244576.3

Maintenance of courts of RA: approved-2522876.5, implemented-2259797.7

The change in some figures is due to the change in needs and change in prices for different services.

For this year, the funding of Academy of Justice is included in the budget allocated to the functioning of the Ministry of Justice.

Previously, the Ministry of Finance had no a practice of providing funds to ensure technical furnishment of the courts. However, in 2018 funding was provided to procure Rapiscan X-ray technology for court buildings to ensure the security and social order during court proceedings. That is the reason behind the raise of budget for computerization. At the same time, in 2018 the demand for translation in judicial proceedings has declined, which resulted in decrease of expenses.

The discrepancy between 2016 and 2018 regarding implemented budget for court buildings is due to the fact that no procurement for court building reconstruction was implemented for this cycle.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : There is no state fee for payment orders. The Article 22 of the "Law on Sate Fee" declares that plaintiffs are free from paying state fees if their cases concern to claims for salaries and other payments equal to salaries, disputes on labor issues, claims for alimony, claims for compensation of material damages caused by criminal acts, exonerated persons are free from paying state fees if their cases concern to material compensation of illegal custody and detention etc. Also, there is no state fee for administrative proceedings applications.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The Article 9 of the "Law on Sate Fee" regulates the rates of state fees for claims and appeals, as well for getting the copies of the documents by parties of a case. The fee for pecuniary claims is 2% from the cost of the lawsuit, the fee for appeals is 3% and the fee for non-pecuniary claim is approximately EUR 7.2.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[60]
[] NA
[] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[2 700 003]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	679 769 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	679 762 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	7 993 002 [] NA [] NAP	7 989 991 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Please see the budget for training in the budget of the Academy of Justice.

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples)

possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Autre	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : Art 38 of the Judicial Code states that: 1. The courts and Supreme Judicial Council shall be financed from the State Budget, in which each court and the Supreme Judicial Council shall have a separate row designated for that court or the Supreme Judicial Council. 3. The medium-term expenditure programme and the draft budget bid of the courts and Supreme Judicial Council shall be prepared by the Judicial Department. 4. Upon receiving the draft medium-term expenditure programmes or draft budget bids prepared by the staffs of the courts, the central body of the Judicial Department shall draft the medium-term expenditure programme or the budget bid of the courts and Supreme Judicial Council. 5. The head of the Judicial Council shall submit the draft medium-term expenditure programme or the draft budget bid of the courts and Supreme Judicial Council for approval to the Supreme Judicial Council. 6. The budget bid or the medium-term expenditure programme approved by the Supreme Judicial Council shall be submitted to the Government within the time limits prescribed by the decision on launching the budgeting process.

The High Judicial Council performs one projects to ensure the performance of judiciary, and the courts are parts of that general project. Therefore, in the state budget courts are represented in separated rows, however, the main responsible body for the project is the High Judicial Council .

Ministry of Finance evaluates the total use of budget at national level.

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
-----------------------	------------------------------------	-------------------------------	---

Conseil d'administration	() Oui (X) Non			
Président du tribunal	() Oui (X) Non			
Directeur administratif du tribunal	(X) Oui () Non			
Greffier en chef	() Oui (X) Non			
Autre	() Oui (X) Non			

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : "Law on State Budget of 2018", information provided by the Judicial Department and Prosecutor General's office

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	46 124 357 [] NA [] NAP	45 087 859 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : 1) The approved budget includes: apart from courts, prosecutor services and legal aid budget already introduced in the above questions: prison services-14692969, Enforcement service-2444608, Forensic service-396900, functioning of the Ministry of Justice (including Probation)-3727311,

2) The implemented budget-prison services-14488059, Enforcement service-2406073, Forensic service-396900, functioning of the Ministry of Justice (including Probation)-3653535

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

Please see the budget for the courts, prosecution and legal aid in the previous section.

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	(X)	()	()
Cour constitutionnelle	()	(X)	()
Service de gestion du système judiciaire	(X)	()	()
Service de l'avocat d'Etat	()	()	(X)
Service de l'exécution	(X)	()	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	(X)	()	()
Protection judiciaire de la jeunesse	(X)	()	(X)
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	()	()	(X)

Si « autres », veuillez préciser : There is no public budget for Notariat. As regards the judicial protection of juveniles, if legal aid is meant, it is included in general legal aid budget. In addition, there is a dedicated agency under the Ministry of Justice that deals with legal education and rehabilitation programs targeting also juveniles. In any case, there is no specific budget allocated for the judicial protection of juveniles.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : "Law on State Budget of RA",

Information provided by the Judicial Department, Prosecutor General's Office, Chamber of Advocates and Ministry of Justice

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- Legal aid in the Republic of Armenia is provided by the Public Defender's Office within the Chair of Advocates. It extends to all persons and all types of legal cases, including legal consultation, examination and preparation of documents and representation in courts.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

- () Oui
(X) Non
[] NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- () Oui
(X) Non
[] NAP

Si oui, veuillez préciser : Free legal aid includes representation at the judicial enforcement agency, but does not cover the fees paid for the enforcement services (Law on Advocacy).

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : There is no such consolidated data on the mentioned question.

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires They are entitled to claim substitution of the lawyer provided by the Public Defender Office if they substantiate his or her malpractice.

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du

demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Article 41 paragraph 5 (4) provides that the families having more than 0 level of social insecurity are entitled to free legal aid. However, those levels and scores are calculated by the Ministry of Labour and Social Affairs and not particularly for the purposes of legal aid.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires The Public Defender's Office within the Chamber of Advocates.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Law on Advocacy of RA,
Information provided by the Chamber of Advocates

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) www.arlis.am
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) www.datalex.am
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) www.e-draft.am

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : www. e-draft.am is an online platform for public discussions regarding the drafts of normative legal acts. In addition, almost all state institutions have their websites enabling citizens not only to familiarize themselves on the rules and procedures, but also download relevant documents and get certain types of services online. For instance: www.e-register.am, www.e-apostille.am, www.e-notary.am, etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
(X) Non
() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Such a system exists not for all kinds of offences. Nevertheless, a good example are the newly established support centers for domestic violence victims as well as a hotline. Other than that, the police also has a hotline which might be a useful toll to obtain information and seek for help.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : It is envisaged that the Istanbul Convention will be ratified which enable special favorable arrangements to be applied to the victims of domestic and sexual violence.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : A minor can be a party to a criminal proceeding as a victim or offender (above 16 or in certain cases 14 years old). In the latter case a free legal aid is always provided unless the minor has a lawyer. In civil cases the minor is introduced by his/her guardian.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :

Non

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

d'un dispositif avec des fonds publics

des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires According the Criminal Procedure Code, art 168 para 2 the judicial expenses (including compensation of the victim) shall be paid from state budget, if otherwise not provided by the law. Art 169 of the same Code states that the court may impose the compensation of victim's damages on the convict.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The prosecutor may eliminate the violation of the victim's rights in the scope of his/her control over the lawfulness of pretrial investigation. The prosecutor has a right to repeal decision of investigator on dismissing criminal case. So, if the prosecutor finds that there was a violation of victims rights, he repeals the decision. He also has a right to initiate criminal proceedings.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : There is no consolidated data regarding those questions. However, the law provides for compensation scheme.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : <https://www.coe.int/en/web/cdcj/-/analysis-of-the-results-of-court-users-satisfaction-survey-of-all-courts-of-all-instances-of-armenia>

This survey was conducted not by the Government, it was CoE and EU financed and the report was published in 2017.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires A complaint may be lodged through an appeal procedure to the higher court against a judgments or decision or through the disciplinary proceedings against the particular judge, but not against the judicial system itself. The bodies that can initiate a disciplinary proceeding are Minister of Justice and the Disciplinary Commission of the General Assembly of judges. The Judicial Code adopted in 2018, Art. 147 states that the time limit from the initiation of disciplinary proceeding till submission of a motion to High Judicial Council, shall not exceed 6 weeks. Art. 150 of the same code states that the High Judicial Council shall decide the case on disciplinary sanction

against a judge within one month after receiving the motion. The deadline can be postponed only once based on reasonable justification and by another month, or for a period necessary for relevant expertise. The final decision is made by the Supreme Judicial Council.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : Please see the previous comment. Please find the information on envisaged changes in the disciplinary proceedings against judges in the section on disciplinary liability.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires First instance general jurisdiction courts of Yerevan, Ararat and Vayots Dzor regions, Armavir region, Aragatsotn region, Gegharkunik region, Shirak region, Tavush region, Syunik region, Lori region and Kotayk region, Administrative Court, Criminal Court of Appeal, Civil Court of Appeal, Administrative Court of Appeal, Supreme Court. From 2019 Armenia also has a specialized Bankruptcy (Inolvency) Court. In 2019 the total number of courts is 16.

The change in number of courts is because the organization of first instance courts of general jurisdiction was changed. The separate courts in Yerevan united to form one court as a legal entity with different geographical locations across the city.

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	2 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	1 [] NA [] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : The Insolvency Court operates from 1 January 2019.

The change in number of courts is because the organization of first instance courts of general jurisdiction was changed. The separate courts in Yerevan united to form one court as a legal entity with different geographical locations across the city.

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution

du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser : It is envisaged to establish a new Anti-Corruption court

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	10 [] NA [] NAP
le licenciement	11 [] NA [] NAP
le vol avec violence	10 [] NA [] NAP
faillite	1 [] NA [] NAP

Commentaires The general jurisdiction first instance courts have 43 geographic locations across the country. The Administrative Courts has 5 and the Insolvency Court, established in 1 January 2019 has 3. The appeal courts and the Supreme Court have one geographic location each in Yerevan.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Civil Procedure Code provides that small claims shall be tried in simplified procedures. The financial value of the claim of small cases is under AMD 2.000.000.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[3 604]

Commentaires 2.000.000/555≈3604

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Judicial Code of RA,
The 2019-2013 Judicial and Legal Reforms Strategy, information provided by the Judicial Department.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	236 [] NA [] NAP	176 [] NA [] NAP	60 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	175 [] NA [] NAP	131 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	44 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	17 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : It must be noted that the 2019-2023 Strategy of Judicial and Legal Reforms envisages the increase of the number of judges and their staff. Also, as of 27.12.2019 the number of judges has increased up to 241 and there are 3 vacant positions for the first instance general jurisdiction courts.

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	15 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	11 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	3 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

Donnée

Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
affaires familiales	()	()	()
affaires de droit du travail	()	()	()
affaires de droit social	()	()	()
affaires commerciales	()	()	()
affaires de faillite	()	()	()

autre affaires civiles	()	()	()
------------------------	-----	-----	-----

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 976 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	872 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 084 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	767 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	118 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	649 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	139 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP	100 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	409 [] NA [] NAP	167 [] NA [] NAP	242 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	641 [] NA [] NAP	548 [] NA [] NAP	93 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	767 [] NA [] NAP	118 [] NA [] NAP	649 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	596 [] NA [] NAP	86 [] NA [] NAP	510 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	126 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	45 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Data provided by the Judicial Department (the staff of the Supreme Judicial Council)

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	329 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	290 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : It must be noted that the 2019-2023 Strategy of Judicial

and Legal Reforms provides for increase in number of prosecutors.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	28 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : It is worth to note that the Prosecutor General is not involved in the number mentioned above. If we count him, the answer to question will be 28+1, that is 29.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
() Non
[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires Currently in almost all territorial prosecution units there is at least one prosecutor specialized in domestic violence cases and it is envisaged to ensure the availability of the specialized prosecutors in all units.

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question

52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	314 [] NA	107 [] NA	207 [] NA

Commentaires In previous circle only the number of civil servants was provided. The number provided this year also includes the technical support staff.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Data provided by the Prosecutor General's office

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X) According to Article 109 (5) of Judicial Code Where the number of judges of either sex is less than twenty-five per cent of the total number of judges, up to fifty per cent of the places in the list of contenders for judge candidates shall be reserved to the persons of the sex concerned who have received the maximum number of “for” votes, but not less than at least more than half of those of all the members of the Supreme Judicial Council.	()
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : According to Article 109 (5) of Judicial Code, where the number of judges of either sex is less than twenty-five per cent of the total number of judges, up to fifty per cent of the places in the list of contenders for judge candidates shall be reserved to the persons of the sex concerned who have received the maximum number of "for" votes, but not less than at least more than half of those of all the members of the Supreme Judicial Council.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	()	(X)
les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Some information is available in the CoE

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? The Gender Policy Strategy adopted in 2019 aims at promoting women's representation in decision-making positions and eliminate the gender bias regarding certain professions, which may include also judiciary

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Currently there is no such institution. Nevertheless, the Government plans to introduce the comprehensive law on Ensuring Equality Before the Law to the Parliament. The draft law establishes the Equality Body which is the Human Rights Defender. The latter will have extended powers in ensuring equality, including gender equality.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. There is no such practice.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez preciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires The RA Ministry of High Technology Industry develops and implements Government policy in the fields of communication, information technology and information security, mail, licensing and permitting, military industry. Deputy Prime minister Tigran Avinyan's office coordinates the work of state bodies in the sphere of e-governance.

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

() personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

() équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

(X) autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) Mixed teams of Ministry of justice representatives and judicial staff

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	() Oui (X) Non	() Oui (X) No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	(X) Oui () No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	(X) Oui () Non	() Oui (X) No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » The technical descriptions of systems and the scope of work are mainly developed by the Ministry of Justice and experts hired by donor organizations with the participation of judges, advocates and other professionals. The implementation of the project is done by external IT companies.

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) The initiatives from the lower courts may go to the Supreme Judicial Council, which alone or most likely with the assistance of the Ministry of Justice may proceed with the implementation.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

() Oui

(X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- [] les processus opérationnels
- [] la charge de travail
- [] les ressources humaines
- [] les coûts
- [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
 Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The issues concerning personal data protection are dealt with in the "Law on Personal Data Protection". Apart from that, the Judicial Code provides that personal and other sensitive data shall be published in a manner that excludes identification. The regulation of this type of publication shall be adopted by the Supreme Judicial Council.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

- Oui
 No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : www.datalex.am is the national portal of court decisions. The portal is based on Cast court management system which includes over 2 million files of court cases. Datalex portal consists of civil, criminal, administrative, bankruptcy and payment order cases.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

- Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
 Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
 Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès There is a centralized database in Police.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

- () Oui
(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux	<input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux	<input type="checkbox"/> Essai pilote
	<input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	<input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	<input checked="" type="checkbox"/> Non
	<input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière	<input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser CMS(CAST management Centre operates in the judicial department, which centralizes the entered data in the court and residence data centers (operating with distributed principles) and also provides management and analytics functions. CMS also fulfills the functions of storage and parallel processing of large amount of data. The CMS also provides automatic case allocation to judges.

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties (X) publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté (X) Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties (X) publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté (X) Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties (X) publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté (X) Pas du tout connecté [] NA [] NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Registre relatif aux entreprises	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser The business registry is managed by the state register of the legal

entities of the Ministry of Justice of RA. The registry contains data on legal entities and sole proprietors. The registry provides the possibility to register online LLC-s and sole proprietors. The land registry is managed by the State Committee of Real Estate Cadastre.

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires Client Treasury electronic system of managing treasury accounts, LS finance program, other accounting systems

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

- Oui
 Non

Commentaires According to article 100 of RA civil procedure code documents can be submitted to court electronically. However currently documents are submitted to court in paper form. It ought to be mentioned that within the framework of the "Digitalization of Judicial Documents and Implementation of Electronic Court System in Armenia" USAID grant program, electronic court system software has been created which is currently under "Test System Operation and Error Correction" phase. The system will be operational shortly and will provide possibility to submit documents to court, file lawsuits, follow case proceedings, get notifications and other functions electronically (in civil cases).

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	--	---	---	---

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[X]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[X]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires According to article 97 of RA Civil Procedure Code, legal entities, state bodies, local self governing authorizes, sole proprietors are notified electronically through official email. Besides, within the framework of the “Digitalization of Judicial Documents and Implementation of Electronic Court System in Armenia” electronic court system in Armenia software has been created which is under "Test System Operation and Error Correction" phase. The system will provide possibility to submit documents to court, file lawsuits, to follow case proceedings, get notifications and other functions electronically (in civil cases). After launch of the system it is planned that court users will be notified through email, e-citizen official email, www.azdarar.am (public notification website). Besides, according to Article 95 of Civil Procedure Code, the judicial notice is also posted on the official website of the Public Notices of the Republic of Armenia. On the 15th day after performing the actions provided for in this section, the person shall be deemed notified. According to point 6 of Article 63 of Administrative Procedure Code notices shall be sent to the address specified by the person, and in the absence of such address, to the address provided for in Article 76 of this Code, the notice shall at the same time be published on the official website of the Public Notices of the Republic of Armenia.

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

- () Oui
(X) Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

() Oui

(X) Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires There is a computer application between the courts and enforcement agents regarding enforcement papers.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. There is currently no such toll. However, the Strategy of Judicial and Legal Reforms of 2019-2023 envisages the establishment of new online ADR system.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : A monitoring and evaluation mechanism for the implementation of Judicial and Legal reforms Strategy and Action Plans for 2019-2023 is envisaged in the strategy.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires There are no such indicators for courts as such, however there is a procedure in place for evaluation of performance of individual judges by the Supreme Judicial Council.

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

- [] nombre de nouvelles affaires
- [] durée des procédures (délais)
- [] nombre d'affaires terminées
- [] nombre d'affaires pendantes
- [] stocks d'affaires
- [X] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- [] satisfaction du personnel des tribunaux
- [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [] coûts des procédures judiciaires
- [] nombre de recours
- [] taux de recours
- [] clearance rate
- [] disposition time
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires There is no specific monitoring mechanism, however above mentioned data is revealed through statistics.

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Judicial Department
- Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :A specialized unit in the Prosecutor General's office.

Non

Commentaires 5 Vazgen Sargsyan, Yerevan, Armenia

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The requirement for courts to prepare an activity report introduced by the Judicial Code adopted in 2018. The report shall be submitted to the Judicial Department.

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Twice a year

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : It is submitted to the National Assembly

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires both internet and hard copy

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires There are quantitative performance targets as such, the cases are distributed electronically and the judges is expected to resolve the cases assigned to him/her in time limits set by the relevant legislation.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :NAP

Commentaires NAP

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires Chapter 18 of Judicial Code provides for regular (once in five years) and extraordinary evaluation of the performance of individual judges. Pursuant to Article 138, Criteria for evaluation of the quality and professionalism of the work of a judge shall be:

(1)ability to justify the judicial act;

(2)ability to preside over the court session.

3.Criteria for evaluation of the effectiveness of the work of a judge shall be:

(1)effective workload management skill and work planning;

(2)examination of cases and delivery of judicial acts within reasonable time limits;

(3)observance by a judge of time limits prescribed by law for the performance of individual procedural actions;

(4)ability to ensure an efficient working environment.

4.Criteria for evaluation of the ethics of a judge shall be:

(1)observance of the rules of ethics;

(2)contribution to the public perception of the court and to the confidence therein;

(3)attitude towards other judges and the staff of the court.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

() Non

Commentaires The system of qualitative individual assessment been created by the new Law on Prosecution adopted in 2017.

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires Once in three years.

The attestation of prosecutors is carried out by the Qualification Commission. The evaluation concerns the professional, personal qualities of the prosecutor and the results of his/her professional activities. The attestation is based on the annual reports on the previous 3 years' professional activities of the prosecutor concerned submitted to his/her direct supervisor.

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Judicial Code of RA

"Law on Prosecution" of RA

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée : According to the Article 302 of RA Criminal Procedure Code, trial is conducted in the presence of the defendant whose attendance in the court is mandatory.

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires The procedural codes provide for the procedure of recusal of a judge. The grounds for recusal are: (1) a judge is biased towards a person acting as a party, his or her representative, advocate, other participants of the proceedings;

(2) a judge, acting in his or her personal capacity, has been a witness to circumstances being disputed during the examination of a case;

(3) a judge has participated in the examination of the case concerned in another court;

(4) a close relative of a judge has acted, is acting or will reasonably act as a participant in the case;

(5) a judge is aware or must be reasonably aware that he or she personally or his or her close relative pursues economic interests in connection with the merits of the dispute or with any of the parties;

(6) a judge occupies a position in a non-commercial organisation and the interests of that organisation may be affected by the case.

3. Within the meaning of this Article, the concept "economic interest" shall not include the following:

- (1) managing stocks of the open joint-stock company in question through an investment fund or a pension fund or another nominee, where the judge is not aware of it;
- (2) having a deposit in the bank in question, having an insurance policy with the insurance company in question, or being a participant of the credit union or the savings union in question, where the outcome of the case does not pose a significant threat to the solvency of that organisation;
- (3) owning securities issued by the Republic of Armenia, a community or the Central Bank of the Republic of Armenia.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): There is no a monitoring mechanism dedicated specifically to ECHR as such. However, the Office of the Government Agents before ECtHR under the Prime Minister keeps the track of all the judgments and in the scope of general measures during the execution issues recommendations on prevention of repetitive violations, including of Article 6 of ECHR.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires The judgment of ECtHR is a new circumstance that is a ground for reopening the case.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : Judicial code of RA, Criminal Procedure Code of RA, Civil Procedure Code of RA, Administrative Procedure Code of RA.

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Civil Procedure Code of RA stipulates specific procedures. With the specific procedure the court examines the cases included family cases, cases concerning the return of a child illegally transferred to the RA or illegally kept in the RA, cases concerning separate labor disputes, cases concerning corporate disputes, cases considered on the basis of a group claim, appeal against the decision of the manager of the Central Bank of RA, the insolvent bank, credit organization, investment company, investment fund and the decision of temporary administration of insurance company, cases concerning protective order provided by Law on Prevention of Violence within the Family, Protection of Victims of Violence within the Family and Restoration of Peace in the Family. The current Administrative Procedure Code provides specific procedures for cases on appeal for emergency intervention decision (domestic violence cases). According to the Criminal Procedure Code the court with the specific procedure examines the appeal against the arrest and makes the decision immediately, if the complaint prima facie substantiates that there is a threat to the life of the person or has been subjected to torture.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The current Civil Procedure Code provides simplified procedure for trial in absentia (with the consent of the plaintiff or the plaintiffs the court shall have the right to institute remote trial in cases where the notified respondent has not appeared at the preliminary hearing.), for claims for confiscation of amount not exceeding two thousand-fold of minimum wage of the day of filling the application, for cases where is a written agreement signed between all the parties to examine the case in a simplified procedure and there is not any objection, where is not counterclaim or where the amount of claim is not exceeding two thousand-fold of minimum wage.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : No

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	64 468 [] NA [] NAP	181 447 [] NA [] NAP	184 234 [] NA [] NAP	61 681 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	45 741 [] NA [] NAP	84 337 [] NA [] NAP	84 901 [] NA [] NAP	45 177 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	3 575 [] NA [] NAP	81 186 [] NA [] NAP	80 818 [] NA [] NAP	3 943 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	3 575 [] NA [] NAP	81 186 [] NA [] NAP	80 818 [] NA [] NAP	3 943 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	7 841 [] NA [] NAP	13 909 [] NA [] NAP	16 402 [] NA [] NAP	5 348 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	7 311 [] NA [] NAP	2 015 [] NA [] NAP	2 113 [] NA [] NAP	7 213 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires There is a big increase of civil and litigious and other cases. The reasons are mixture not only a legal reasons but also, social, economic, etc. There is no official report on that issue prepared by the Government of RA. Increase of insolvency cases that are included in "Other" could be the main reason for the increase. For that reason, the specialized Insolvency Court was established in 1 January 2019. The vast majority of cases in the first instance general jurisdiction courts relate to requests on forfeiture of money. In 2018 simplified procedure for small money forfeiture cases was introduced. As a result the number of resolved cases raised. Finally, the number of incoming administrative cases is due to the number of applications requesting to invalidate decisions of administrative bodies (state and municipal bodies and their officials) that has raised since last cycle.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Cases on payment orders

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. insolvency applications

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	1 935 [] NA [] NAP	2 936 [] NA [] NAP	3 062 [] NA [] NAP	1 809 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The increase in criminal cases might be due to a relatively low clearance rate.



4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	795 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 250 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 353 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	692 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
3. Affaires administratives	2 657 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 010 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 644 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 023 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The data on appeal of payment orders and insolvency cases is included in the civil cases statistics.

There are different reasons for growth of administrative cases, inter alia, increase of public awareness on administrative issues, social-economic situation within the country, etc.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
1. Infractions graves	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2. Infractions mineures	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The longer disposition time in criminal cases might be due to wide practice of appealing a number of non-final decisions of the court, prosecutor and investigator (for example, decisions on detention, extension of detention term, etc.)

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »



	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	361 [] NA [] NAP	2 489 [] NA [] NAP	2 283 [] NA [] NAP	567 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	251 [] NA [] NAP	1 578 [] NA [] NAP	1 441 [] NA [] NAP	388 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	110 [] NA [] NAP	911 [] NA [] NAP	842 [] NA [] NAP	179 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA				
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. There is no specific reason for increase of number of pending cases. A possible reason can be the number of cases remained from previous year, which were transferred to the current year and affected the statistics

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

Oui

Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [2 850]

d'affaires classées par cette procédure ? [2 062]

Commentaires 353 applications were returned, 1296 applications were rejected and 413 applications were left without examination.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	229 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 984 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 944 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	269 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	857 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 827 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 765 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	919 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	82 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	147 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	134 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	95 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	7 311 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 015 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 113 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 213 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	28 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	98 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	55 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	53 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. According to the Law of the Republic of Armenia on Refugees and Asylum Article 2,

1. Asylum is the protection granted to a foreign citizen or stateless person in the Republic of Armenia, which guarantees the application of the principle defined in Article 9 of this Law, as well as all the rights granted under the Convention, present Law, and other legal acts of the Republic of Armenia to refugees recognized as such in the Republic of Armenia.
2. Asylum, as defined in the Paragraph 1 of this Article, shall further be extended to any foreign citizen or stateless person recognized as a refugee by another State, if he/she has legally entered the territory of the Republic of Armenia and has one of the resident permits issued based on the legislation of the Republic of Armenia, providing the right to legally reside in the country.
3. The granting of asylum shall be considered a peaceful and humanitarian gesture and shall in no manner be regarded as an unfriendly act, as it does not imply any judgement on the country of citizenship of the refugee or any other country.

Article 57. Appeal Against Decisions on Asylum Application and Recognition as Refugee

1. Asylum seekers and refugees shall have the right to appeal to the court against any negative decisions issued by the Designated Body to them in the course of the asylum procedure or any other administrative procedure based on the present Law. Appeals may be launched within 30 days after notification on decision.
2. If the deadline defined in Paragraph 1 of the present Article is not met, the decision of the Designated Body becomes final. The period for launching an appeal may be renewed if there are valid reasons, which do not fall within the sphere of influences of the appellant.
3. After the reason (reasons) for missing the appeal period disappears, the asylum seeker can present an appeal to the court within 15

days, but not later than within 3 months starting from the day s/he got acknowledgement of the decision by the Designated Body regarding his/her asylum application. 4. Negative decision of the Designated Body shall include information on the right to appeal and the periods for launching an appeal as defined in Paragraphs 1 and 2 of the present Article, as well as on applying to respective court. 5. Negative decisions of the Designated Body on asylum application or refugee recognition shall be considered final, if the asylum seeker did not appeal within the timeframe defined in Paragraph 3 of the present Article.

Article 7. Asylum for Family Members and Family Reunion

1. The spouse, the child under 18 years of age, and any other person under the lawful care of a refugee granted asylum in the Republic of Armenia shall also be considered refugees and accorded with asylum in the Republic of Armenia, if they reside together with the refugee in the territory of the Republic of Armenia and do not possess any citizenship - different from that of the refugee - providing effective protection.

2. Other relatives, or in-laws of a refugee granted asylum in the Republic of Armenia may also be considered refugees and accorded with asylum in the Republic of Armenia, provided they reside together with the refugee in the territory of the Republic of Armenia, are dependent on him/her and do not possess any citizenship - different from that of the refugee - providing effective protection.

3. According to the criteria of Article 6 of the present Law, the parents of the child who is recognized as a refugee and received asylum in the Republic of Armenia, under 18 years old, as well as sisters and brothers above 18 who are disabled, are also considered refugees and granted asylum in the Republic of Armenia, if they reside together with the child who received refugee status and do not possess citizenship of another state – different from that of this child – providing effective protection. 4. Refugees granted asylum in the Republic of Armenia shall be entitled to family reunion with their family members specified in Paragraphs 1 and 3 of the present Article on the territory of the Republic of Armenia pursuant to the procedure stipulated in Article 54 of the present Law.

5. In case of cessation, or cancellation of the recognition as refugee, or the cessation of asylum of the refugee who was recognized first (hereafter: the principal refugee) pursuant to Article 53, of the present law, his/her family members, who have been recognised as refugees and obtained asylum in the Republic of Armenia according to Paragraphs 1, 2, or 3 of the present Article, shall forfeit their status together with the principle refugee. However, this shall not deprive them of the possibility to launch an asylum application immediately thereafter based on their personal reasons. They shall, however, if recognised as refugees and granted asylum not be able to confer their status to those family members, who have lost their recognition as refugees and the right to asylum by cessation, revocation, or cancellation.

Article 54. Procedure for Family Reunification

1. Family members of a refugee granted Asylum in the Republic of Armenia enumerated in Article 7, Paragraphs 1 and 3 of the present Law are entitled to refugee status and asylum in the Republic of Armenia, even if they are outside the boundaries of the Republic of Armenia.

2. Persons mentioned in Paragraph 1 of this Article, who reside outside the boundaries of the Republic of Armenia, and intend to join a refugee granted asylum in the Republic of Armenia, shall apply to the diplomatic representations and consular department of the Republic of Armenia in a respective country with the request for family reunification. The relevant diplomatic representations and consular department of the Republic of Armenia shall record their application and forward it to the Designated Body.

In the cases of absence of a diplomatic representations and a consular institution of the Republic of Armenia in a respective country, the persons defined in Paragraph 1 of the present Article who reside outside the boundaries of the Republic of Armenia, and intend to

join their family member recognized as a refugee and granted asylum in the Republic of Armenia, shall apply to the diplomatic representations and consular department of the Republic of Armenia in the closest country with request for family reunification.

3. The Designated Body, in co-operation with the designated body for Foreign Affairs, shall verify the information provided by the applicants and determine whether they fulfil the requirements stipulated in Article 7, Paragraphs 1 and 3 of the present Law.

4. If the Designated Body decides that the requirements of Paragraph 3 of the present Article are met, it shall grant refugee status and asylum to those persons on the basis of Article 52 Paragraph 3 and Article 53, Paragraph 5 of the present Law and shall inform about it the relevant diplomatic representation and consular department of the Republic of Armenia, through the designated body for Foreign Affairs, based on which the latter shall issue the family members granted asylum with valid visa for entering the Republic of Armenia. The Police shall issue them Convention Travel Documents upon arrival to the Republic of Armenia. (Amended as of 3 March 2011)

5. If the Designated Body considers that the requirements of Paragraph 3 of the present Article are not met, it shall make a decision on rejecting the application pursuant to Article 52, Paragraph 7 of the present Law, informing the diplomatic representation and consular department of the Republic of Armenia in the respective country through the designated body for Foreign Affairs. The latter informs the persons who submitted an asylum application. The refugee granted asylum in the Republic of Armenia may appeal the decision of the Designated Body pursuant to Article 57 of the present Law.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	7 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Divorce contentieux	5 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	41 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP			
Faillite	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	35 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP			

Homicide volontaire	66					
	<input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. In case of mutual agreement, the divorce is registered by the Agency for Registration of Acts of Civil Status. In case of a litigious case it goes to the court.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. NAP

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires In regard of conducting or supervising police investigation, it should be noted that the term "supervising police investigation" is not envisaged by the RA legislation and the RA Prosecutor's Office does not have such authority. However, if saying "police investigation" we should understand police operative-investigative activities, than in accordance with the Article 35 of the RA Law on Operative Investigation, the prosecutor exercises control over the legality of operative-investigative activities, while conducting procedural oversight of the preliminary investigation and inquiry in the scope of the powers vested to him by law, and if "police investigation" means investigation conducted by the police, than In accordance with the Constitution of the Republic of Armenia, the prosecutor's office exercises control over the legality of the investigation and preliminary investigation.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : One of the constitutional powers of the prosecutor is protecting state property interests.

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	10 171 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 241 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	2 930 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires There is no guilty plea procedure as such. However, 1263 (in 2018) cases were examined in the scope of speedy examination pursuant to Chapter 45.1 of the Criminal Procedure Code where the prosecutor's consent is mandatory for that procedure to proceed. The draft Criminal Procedure Code provides for a plea bargaining regulations.

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	7 241 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires It must be noted that the decision on discontinuing the case might be made also by the investigator, but the lawfulness of such decision is a subject to immediate oversight by the prosecutor.

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

- Oui
- Non

Commentaires The figures include only those traffic offences that are prescribed in the Criminal Code and constitute criminal offences.

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Criminal Procedure Code of RA,
information provided by the Prosecutor General's office.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Candidate have to go through a competitive exam consisting of written exam and an interview. However, there is a requirement on professional experience for those who are willing to participate in the competition. Article 106 of the Judicial Code of 2018 states that a person who holds a scientific degree in law and who performed scientific work at scientific institution or taught law in a higher educational institution at least five out of the last eight years, and is compliant with the requirements set forth for a judge candidate, has a right to apply to be included in the list of applicants for judge. This means, that there is a general procedure, and there is a special procedure for legal scientists. However, the latter are required to participate in interview.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges

- une instance composée seulement de non juges
 une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The candidates are selected by the Supreme Judicial Council that consists of 5 judges elected by their peers and 5 legal academics. The final stage is the symbolic appointment by the President of the Republic.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
 Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
 Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
 Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): The personal cases of candidates to be promoted are being reviewed by High Judicial Council. More detailed procedure is given by the Judicial Code.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- Les années d'expérience
 Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
 La performance (quantitative)
 Les résultats d'évaluations
 Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
 Autre(s)
 Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »): One of the factors taken into account is the absence of disciplinary sanctions. The Judicial Code states that apart from work experience, the following shall also be taken into account: Necessary abilities and skills to act in the position of relevant court, The results of conduct evaluation for judges.

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
 sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). According to Article 177 of Constitution, The Prosecutor General shall be elected by the National Assembly, upon recommendation of the competent standing committee of the National Assembly, by at least three fifths of votes of the total number of Deputies, for a term of six years. The

same person may not be elected as Prosecutor General for more than two consecutive terms. The necessary amount of votes for removing the Prosecutor General from office is the same. All the prosecutors have a life-time tenure. According to the Law on Prosecution:

Article 6. Autonomy of the Prosecutor and Prohibition to Interfere with the Prosecutor's Activities

1. In the exercise of his powers, every prosecutor shall take decisions autonomously based on laws and inner conviction, and shall be responsible for decisions taken by him.
2. Any interference with the prosecutor's activities, which is not prescribed by law, shall be prohibited.

Article 7. Prosecutor Not Politicized

1. A prosecutor may not be a member of any party or engage in any other political activity. Under any circumstance, a prosecutor shall be obliged to display political self-restraint and neutrality.
2. A prosecutor may take part in state and local government elections only as a voter. A prosecutor may not take part in the pre-election campaign.

Article 25. Supervision of the Lawfulness of Inquest and Investigation

(...) 2. When supervising the lawfulness of inquest and investigation, the prosecutor shall act autonomously, without the permission and consent of the higher-ranking prosecutor. The higher-ranking prosecutor may not eliminate or change acts adopted by the prosecutor supervising the lawfulness of inquest and investigation, with the exception of cases provided by law.

Article 44. Legal Protection of Prosecutors

1. In the performance of their work, prosecutors shall be independent and shall abide only by law.
2. A prosecutor may not be dismissed from his position, with the exception of cases and in the procedure stipulated by the Constitution and this Law.
3. Creating obstacles to the performance of a prosecutor's official duties, insulting a prosecutor in connection with his work, or encroaching or threatening to encroach on his or his family members' life, health, or property shall give rise to liability prescribed by law.
4. A prosecutor may not be apprehended without the Prosecutor General's consent, with the exception of cases in which a prosecutor is apprehended on the basis of a judicial act.
5. Criminal prosecution in relation to a prosecutor may be instigated by the Prosecutor General.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Article 28 of Criminal Procedure Code stipulates that a criminal case must be filed whenever the elements of crime occur. Article 35 of the same code lists the grounds that exclude the initiation of and conduction of criminal proceedings. At the same time, Article 37 lists situations when the judges, the prosecutor and the investigator have certain discretion regarding dropping the criminal case or prosecution.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The prosecutors are mainly recruited through a competition, however the candidates taking part in the competition must have at least two years of professional experience.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

[X] une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Qualification Commission is responsible for the recruitment and nomination of public prosecutors. According to article 23 of Law on Prosecution- The Qualification Commission shall have nine members. The Qualification Committee shall consist of one deputy of the Prosecutor General, four prosecutors, three law academics and the Rector of the Academy of Justice. According to article 38 of Law on Prosecution- The list of prosecutor candidates shall be supplemented by the Qualification Commission once a year, which shall, as a rule, be done in January of each year through an open competition carried out in accordance with the procedure defined by the Prosecutor General. If so instructed by the Prosecutor General, a closed competition may be carried out during the year in order to supplement the list of prosecutor candidates. The prosecutors are selected by the Prosecutor General from among the candidates shortlisted by the Qualification Commission.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

(X) Oui

() Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires The prosecutors promotion lists are formed by the Qualification Commission.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

[] Concours / Examen

[X] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

[] Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The prosecutors promotion lists shall be compiled by the Qualification Commission:

1) During the regular attestation of prosecutors;

2) In an extraordinary procedure, when the Prosecutor General submits a proposal to the Qualification Commission on including a prosecutor in the promotion list as an encouragement, together with an appropriate assessment by him or his deputy. The prosecutor shall be included in the promotion lists of prosecutors in case the Qualification Commission has issued a positive opinion; and

3) In exceptional cases, when the Qualification Committee decides that a person relieved of the duty to study in the Justice Academy shall be included concurrently in both the list of prosecutor candidates and the promotion lists of prosecutors.

The Law on Prosecution explicitly provides the years of experience and absence of disciplinary sanctions as requirements for promotion. The law does not explicitly mention professional skills and subjective criteria. However, it is worth to note, one of the grounds to include a prosecutor in the promotion list is the attestation, which is aimed at checking the prosecutors' professional knowledge, practical skills and experience in work.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

[X] Les années d'expérience

[] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

[] La performance (quantitative)

[] Les résultats d'évaluations

[] Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

[X] Autre(s)

[] Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Apart from the years of experience, other relevant factors to be taken into account are the absence of disciplinary sanctions and the fact that the person was relieved from the duty to study in the Academy of Justice.

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs



121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

[] Pour des raisons disciplinaires

[] Pour des raisons organisationnelles

[] Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

[X] Non

Commentaires Upon adoption of the new Judicial Code Constitutional Law the previous Judicial Code was fully repealed, which means, its regulations do not work anymore. If previous Judicial Code provided an opportunity for secondment of a judge to another court without his or her consent, the current one requires the consent of the judge. The regulation on consent is stated in Art 56 para 5 of the Judicial Code.

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires There is no a probation period for judges, however there is a probation for the candidates of judges who study at the Academy of Justice and have to practice in courts.

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

- Oui
 Non
 NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

- []
 NA
 NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

- Oui
 Non
 NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The Constitution of RA
Judicial Code of RA
"Law on Prosecution" of RA

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires Judge candidates attend initial training at the Academy of Justice. Training programs for acting judges as well as a Judge candidate are divided into general, related and special professional ones. Within the frames of mandatory academic hours defined by law, the Judges select preferable courses from the offered list, selecting on a mandatory basis from the list of both special professional courses, as well as general and related ones. Special professional courses are divided into spheres according to the specialization of Judges. According to the annual program of training of acting judges general and related professional courses include courses for "Judge's ethics, rules of conduct, and performance evaluation". Training programs for Judges are changed each year depending on the necessity emerged in judicial practice, legislative amendments and other circumstances, as well as taking into account the suggestions presented by trainees and other interested organizations.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [X] Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : According to the Law on Justice Academy, the acting judges shall attend an annual mandatory training. During a year judges attend the training program at the Academy of Justice in two periods. The special professional courses are attended in the form of full-time education, while the general and

related professional courses are attended in the form of full-time education or distance learning, depending on their choice. Training courses on “Judge’s ethics, rules of conduct, and performance evaluation” are included in the module of general and related professional training courses in the annual training program of judges. It should also be noted that besides the mentioned mandatory courses, the Academy of Justice periodically organizes additional training courses, seminars, conferences on various actual issues.



5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l’utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue à l’éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires The law on Prosecution adopted in 2017 states that to become a prosecutor the citizen shall take a relevant educational course in Justice Academy.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires Academy of Justice provides initial and continuous training to judges, prosecutors, investigators and other related staff.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	496 236 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires This is the budget for judges and prosecutors and the staff of courts and prosecution, but the Academy receives also budget from the Investigative body for the training of investigators.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. NAP

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	59 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	23 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires : The total number of training courses available in the reference year was: for judges- 36 and 4 online courses for different specializations, for prosecutors-23 and 4 online courses.

The number of courses changes each year based on the need in practice.

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Law on the Academy of Justice,
www.justiceacademy.am
information provided by the Academy of Justice

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	15 685 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 878 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 684 182 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 022 836 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	22 999 [] NA [] NAP	16 144 [] NA [] NAP	12 733 264 [] NA [] NAP	8 938 182 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	9 576 [] NA [] NAP	6 629 [] NA [] NAP	4 904 940 [] NA [] NAP	3 395 448 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires The slight decrease of salaries of judges is due to the fact that the number of young professionals with less work experience within the judiciary is increasing, which results in a slight decrease of the average salary because the salary is counted based on also years of experience.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires According to RA Law on Remuneration of State Employees, Article 6, salaries of public officials are composed of the basic salary, additional salaries and bonuses established by law. The additional salary includes supplements and surcharges. It must be noted, however, that the 2019-2023 Strategy of Judicial and Legal Reforms provides for increase of salaries for judges, their staff and prosecutors.

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. A judge or a prosecutor appointed to a position outside the place of his or her permanent residence shall, based on his or her application, be provided with compensation equal to the rent of an apartment in the given place.

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

Rémunéré	Non rémunéré
----------	--------------

Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. A judge may not hold any position not stemming from his or her status in state or local self-government bodies, any position in commercial organisations, engage in entrepreneurial activities or perform other paid work, except for scientific, educational, and creative work.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : A prosecutor may not hold any position not stemming from his or her status in state or local self-government bodies, any position in commercial organisations, engage in entrepreneurial activities or perform other paid work, except for scientific, educational, and creative work.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs

quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. No official opinions have been released as of now. In case there is such an opinion, it will be published.

NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :Minister of Justice

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires Disciplinary body for judges is the Commission on Disciplinary Issues under the General Assembly of judges which will be modified after the envisaged reforms and will include not only judges but also academics of law nominated by the civil society organisations. After the amendments to the Judicial Code the members of this commission will be elected for two years as opposed to the current five years tenure. In addition, Corruption Prevention Commission will be authorized to initiate disciplinary proceedings concerning asset declaration matters.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires According to the Law on Prosecution (2017) the Prosecutor General initiates disciplinary proceedings. In certain cases the

ethics commission adjunct to General Prosecution can also initiate proceedings. The Disciplinary body for prosecutors is the Ethics commission under the Prosecutor General which consists of 7 members: the Deputy Prosecutor General, 3 academics of law and 3 prosecutors elected by senior prosecutors.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Only the Supreme Judicial Council has the power to make the final decision on disciplinary sanctions against judges.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Faute déontologique	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
9. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées

et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. As regards the proceedings against judges: 9 proceedings were dropped, 5 proceedings are pending in the body that initiated the proceedings and 4 proceedings are pending in the Supreme Judicial Council.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Information provided by the Judicial Department and the Prosecutor General's office.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	2 138 [] NA	1 228 [] NA	910 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[X]	[X]	[X]
Affaires de licenciement	[X]	[X]	[X]

Affaires pénales - Défendeur	[X]	[X]	[X]
Affaires pénales - Victime	[X]	[X]	[X]
Affaires administratives	[]	[]	[]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Attorneys have a monopoly in civil, insolvency and criminal cases in terms of representation in court as well as criminal law matters in general. However a plaintiff, respondent and other participants of criminal and civil cases may choose to act on their own as well as non-attorney lawyers may represent their close relatives in courts. In addition, they can represent the companies whose more than 50 percent shares belong to their close relatives. At the same time, NGOs with relevant PoAs may represent a group of plaintiffs.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Attorneys have a monopoly in civil, insolvency and criminal cases in terms of representation in court as well as criminal law matters in general. However a plaintiff, respondent and other participants of criminal and civil cases may choose to act on their own as well as non-attorney lawyers may represent their close relatives in courts. In addition, they can represent the companies whose more than 50 percent shares belong to their close relatives. At the same time, NGOs with relevant PoAs may represent a group of plaintiffs.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [] Activité notariale
- [X] Arbitrage/médiation
- [] Mandataire
- [X] Syndic de copropriété
- [X] Agent immobilier
- [] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires If a lawyer is a licensed attorney he or she may not be a state employee or a member of Municipal Councils and Central Bank.

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: There are certain requirements for admission to law schools as well as their graduation. As far as attorneys are concerned, there are also several requirements of admission and graduation of the School of Advocates as well as requirements to preserve ethical rules prescribed in the RA Law on Advocacy and Code of Attorneys' Conduct. To become a licensed attorney a lawyer must pass two stage examination including computer-based legal multidisciplinary test and oral examination in the School of Advocates. Applicants with the highest grades are admitted and after one year or 6 month studies (ordinary applicants study 1 year and lawyers who have at least 5 year length of service study 6 months) and passing all the examinations, getting not less than established threshold grade they get an attorney license.

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires According to the Law on Advocacy, Code of Attorneys' Conduct and the Order of Attorneys' Training each attorney shall pass 24 academic hours of legal training annually in the Chamber of Advocates, School of Advocates or other specialized institution certified by the Chamber of Advocates.

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Law on Advocacy,
information provided by the Chamber of Advocates of RA

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires The Board of the RA Chamber of Advocates has established average fees for legal services which may be used as guidelines for courts and parties to the dispute. The average price list is available in the official website of the RA Chamber of Advocates. However parties may agree upon other fees for legal services as well as court is in charge to determine a reasonable fee for legal services in each particular case based on the evidence parties have provided and circumstances of the case.

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires The Board of the RA Chamber of Advocates has established average fees for legal services which may be used as guidelines for courts and parties to the dispute. The average price list is available in the official website of the RA Chamber of Advocates. However parties may agree upon other fees for legal services as well as court is in charge to determine a reasonable fee for legal services in each particular case based on the evidence parties have provided and circumstances of the case.

6.1.3.Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? The standards which are referred to as ethic rules are enshrined in the RA Law on Advocacy and Code of Attorneys' Ethic adopted by Attorneys' General Meeting. The rules mentioned in the Code of Attorneys' Conduct are formulated by the Board of the Chamber of Advocates.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Chairman of RA Chamber of Advocates and the Board of the RA Chamber of Advocates.

In particular, Disciplinary proceedings are initiated against lawyers by the Chairman of the RA Chamber Advocates. Then the case is referred to the Preparer who is an attorney who deals with fact (evidence) finding and prepares the case for consideration by the Board of the RA Chamber of Advocates. The latter during adversarial proceeding including the applicant and respondent attorney decides whether the attorney is guilty for violation of the rules of ethics and if yes which disciplinary sanction is to be applied on him or her taking into consideration the personal characteristics of the respondent, circumstances of the case, and the nature and severity of the disciplinary misconduct. The decision of the Board whether favorable or unfavorable for the attorney may be challenged in court by either of the parties.

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	200 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : 26 proceedings were initiated based on complaints against lawyers, 8 proceedings-based on judicial sanctions, 77 proceedings-due to failure to pay membership fees and 89-failure to participate in mandatory training courses. It must be noted that 200 proceedings were initiated in the reference year and 238 cases were examined by the Chamber.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	167 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires Upon consent or motion of the parties, the court may refer parties to a mediation at any stage of the hearing of the civil case in the first instance or appellate court. For example, in civil disputes or divorce cases, judges may refer parties to a mediator if they believe that there is a chance of amicable settlement between the parties.

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Article 184 (2) of Civil Procedure Code prescribes that if the judge believes that there is a great possibility of amicable settlement between the parties he/she may refer parties to 4 hour free of charge mediation.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires As it is stipulated in Mediation Law of the RA, the mediator is the independent, impartial, not interested in the outcome of the case physical person performing mediation for the purpose of the dispute resolution between the parties conciliation. The mediator has the right to perform the activities as personally, and in permanent organization mediator.

The licensed mediator is the physical person who received qualification of licensed mediator and registered in the register of licensed mediators the procedure established by this Law.

Can receive qualification of licensed mediator:

- 1) the person which reached 25-year age and having the higher education;
- 2) the former judge having at least three years of experience of service on judgeship, except as specified, when its powers were stopped based on assumption of disciplinary violation or its powers stopped based on the introduction in legal force of the accusatory court resolution adopted concerning it or the termination of criminal prosecution not on the justifying basis;
- 3) the scientist-lawyer having at least three years of experience of professional work in the field of the right.

For receipt of qualified mediator the candidate for mediator position, except for the former judge and the scientist-lawyer, takes qualification course according to the program approved by the Ministry of Justice or represents the certificate on passing of similar rate in foreign state which recognition and confirmation of equivalence are performed by the qualification commission on mediation, and takes qualification examination which is held by testing and interview. The former judge or the scientific lawyer who is the candidate for mediator position participates only in round of interview.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

- Oui
 Non
[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Thenew Civil Procedure Code adopted in 2018, Article 184 provides the possibility to receive legal aid for court-related mediation.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	55 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[X] l'arbitrage

[] la conciliation (si différente de la médiation)

[X] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :Financial Mediator's Office

Commentaires From the Law on Mediation it is obvious that there are three types of mediation - 1. the mediation based on mutual agreement of parties which is regulated by the same law, 2. the mediation based on court decision, which is regulated by the Civil Procedure Code, and 3. Financial mediation which is regulated by the Law on Financial Mediation system. It is worth to note that both 1st and 2nd types of mediation were envisaged by relevant laws adopted in 2018. The Law on Financial mediation system exists since 2008.

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : The official database of the Ministry of Justice

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	344 [] NA	292 [] NA	52 [] NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : Compulsory enforcement agents operate under Ministry of Justice

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

Option

Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Mesures d'expulsion	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Autres	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP

Commentaires Article 5 of the law "On Compulsory Enforcement of judicial Acts" of the Republic of Armenia, states that compulsory enforcement measures shall also include:

1. seizure from the debtor and passing to the claimant certain objects specified in the writ of execution;
2. and other measures ensuring the enforcement of the writ of execution, for example executing enforcement actions in connection with giving child custody to one of the parties, when carrying out enforcement actions concerning visits to a child

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- [] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- [X] Recouvrement de créances
- [] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- [X] Séquestres
- [] Constats
- [] Service des audiences près les juridictions
- [] Conseils juridiques

- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires Article 12.1 of the Law "On Compulsory enforcement service" of The Republic of Armenia states that in case of a vacant leading position of compulsory enforcement officer of the Compulsory Enforcement Service, the Chief Compulsory Enforcement Officer shall call a competition.

The competition shall be held in two stages: test and interview.

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires Article 14 of the Law "On Compulsory enforcement service" of The Republic of Armenia states that Compulsory enforcement officers holding chief and leading positions of the Compulsory Enforcement Service shall be subject to mandatory training at least once in five years.

2. In cases prescribed in Article 13(8)(2) of the Law, compulsory enforcement officers shall pass a three-month training.

3. Upon completing special education, compulsory enforcement officers shall have the right to carry, keep, and use (apply), in the prescribed manner, firearm as well as special means as provided by law.

4. The procedure and conditions for training and special education shall be established by the Government of the Republic of Armenia.

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires Ministry of Justice

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires The fees are established in Law "On Compulsory Enforcement of Judicial Acts" of the Republic of Armenia, Article 67.

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires Enforcement fees are not negotiated.

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : Law "On Compulsory Enforcement of Judicial Acts" of the Republic of Armenia,
Information provided by the Compulsory Enforcement of Judicial Acts service

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires Chief enforcement officer,

Department for Inspection, Analysis and Auction Organisation of the Compulsory Enforcement Service of the Republic of Armenia,
Ministry of Justice

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :Analysis and Auction Organisation of the Compulsory Enforcement Service of the Republic of Armenia,

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? Article 9 of the RA Law "On Judicial Acts Compulsory Enforcement Service", indicates the requirements for becoming compulsory enforcement officer: A compulsory enforcement officer may become those nationals of the Republic of Armenia,

who have higher education and who, irrespective of sex, national origin, race, social origin, property or other status:

(1) have completed compulsory military service (except for female citizens and for cases

referred to in the third paragraph of this part);

(2) have a command of Armenian;

(3) their professional knowledge, practical and individual qualities and health condition enable them to perform the duties of compulsory enforcement officer.

Professional requirements as well as requirements for the health condition of compulsory enforcement officers shall be established by the Government of the Republic of Armenia.

A citizen may not take office in the Compulsory Enforcement Service as a compulsory enforcement officer, who:

(1) has been judicially declared as having no or limited active legal capacity;

(2) has been judicially deprived of the right to hold a position in civil or other service;

(3) has been convicted of committing a crime, and the conviction has not been cancelled or has not expired in the prescribed manner;

(4) is under criminal prosecution;

(5) does not meet the requirements laid down in part 1 of the mentioned Article.

The professional and health requirements for a compulsory enforcement officer are laid down also by the Decision of the Government of the Republic of Armenia N 926-N, from 25 June, 2004.

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :National Assembly and the Government

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Ministry of Justice exercises oversight over the enforcement procedure. In addition, the acts and actions of the compulsory enforcement officer may be challenged in the court.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :
- NA

Commentaires The compulsory enforcement officer shall send the copy of his decision to debtor, creditor and other bodies involved within 3 days after its adoption.

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	14 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Pour faute déontologique	1 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	13 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	14 [] NA [] NAP
1. Réprimande	13 [] NA [] NAP
2. Suspension	1 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : One of the Enforcement Officers was subjected to disciplinary sanction of the demotion in title by one level.

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Law "On Compulsory Enforcement of judicial Acts" of the Republic of Armenia, Decree of The Minister of Justice of the Republic of Armenia N-179, 13.09.2012

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales



189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). The execution of criminal sanctions is exercised by the Penitentiary Service in accordance with Criminal Code and Penitentiary Code of the Republic of Armenia. The Penitentiary Service ensures implementation of its tasks through its central body, which is the Penitentiary Department, and through its structural subdivisions and penitentiary institutions.

The Probation Service deals with the sanctions not related to deprivation of liberty. Both operate under Ministry of Justice.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	113 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	30 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	83 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	113 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	30 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	83 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

4. Autre	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires : A notary is a person performing public services and facilitating the delivery of justice who, on behalf of the Republic of Armenia and in accordance with the Constitution and the laws of the Republic of Armenia makes notarial actions and renders notarial services provided by the Law on Notary. Features and the status of the notary are established by the Law on Notary.

The notary is independent and subject only to the law. Any influence on or interference with activities of the notary is forbidden. In the cases and manner prescribed by the Law on Notary, the Ministry of Justice supervises over notarial actions and other services provided by notaries, as well as over the compliance of notaries with ethical rules.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires In the manner prescribed by the Law on Notary, any citizen who is at least 25 years old, has a Bachelor's Degree in jurisprudence, has no criminal record, has completed at least one year of internship under the supervision of at an acting notary (in case of a 3-year legal professional experience or academic degree, at least 3 months internship experience is required) and has passed the notary's qualification exam and an interview thereafter, may be appointed as a notary.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :validates contracts, wills, agreements, etc.

Commentaires According to the Article 36.1 Notary implements the following notary actions:

- 1) Ratify transactions (contracts, wills, power of attorney, agreements, etc.);
- 2) Take measures for the protection of hereditary property;
- 3) Give inheritance certificates;
- 4) Issue certificates of ownership to the share of the property under shared ownership or joint ownership rules;
- 5) Ratify the authenticity of copies of the documents or their extracts;
- 6) Ratify the authenticity of the signature on the documents;
- 7) Ratify the authenticity of the translation;

- 8) Confirms that the citizen is alive;
- 9) Confirms the fact that the citizen is in a certain place;
- 10) Confirms the identity of the person and the citizen depicted in the photo;
- 11) Approve the time for submission of documents;
- 12) Transmit applications, declarations or other documents of individuals or organizations to other individuals or organizations;
- 13) Deposit, deliver or return cash or securities, precious metals, stones and issue a certificate;
- 14) Keep records of documents;
- 15) Provide evidence;
- 16) Ratify the minutes of the Organization's general meeting or the collegial body of other organization;
- 17) Hand over inheritable property to trust management;
- 18) Give Certification of Examiner's Power of Attorney;
- 19) With the consent of all the heirs, revokes previous certificates of inheritance rights;
- 20) Ratify the authenticity of the signature of the translator he / she has trusted;
- 21) Give a performance record sheet;
- 22) Provide duplicates of notary acts;
- 23) Carry out other notary actions prescribed by law.

Since October 19 of 2016 Notaries' powers expanded by the law "On making amendments and additions to the Law of the Republic of Armenia On Notary ". The institute for issuing a performance notarization by the notary has been introduced, as a result of which the notary acts of notary activities were added to the issuance of a writ of execution (Article 36 Paragraph 1 of Part 1 of Article 21), as well as notary confirms legal acts.

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: According to the Article 36.1 Notary implements the following notary actions:

Ratify transactions (contracts, wills, power of attorney, agreements, etc.);
Give inheritance certificates.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
 Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
 Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires All activities are completed by AENIS digital system

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

Commentaires Main supervision is done by the Ministry of justice. The professional body is the Notary Chamber, which has a right to initiate disciplinary proceedings if obvious violation of ethics code is committed.

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
 le tribunal
 le ministère de la Justice
 le procureur
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires Supervision over the performance of notarial or other acts acried out by a notary is carried out by the Ministry of Justice in the manner prescribed by the Minister.

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
 Non

Commentaires Once a year notaries undergo a training organized by the Notary Chamber.

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : database of notaries

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- Oui

Non

Commentaires Government Decree N1334 of November 22, 2018 provides the procedure to involve interpreters into judicial proceedings, and provides the quality criteria, including availability of license for translators. the decree also states that the authorized body makes a decision to involve a particular interpreter in the proceedings (ensuring consequent participation of all interpreters and taking into account the place of their activity).

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires The function of court interpreters is regulated by the Article 12 of the Judicial Code, Article 46 of the Civil Procedure Code, Article 83 of the Criminal Procedure Code, Article 9 Paragraphs 5-7 of the Administrative Procedure Code.

According to Article 46 of the Civil Procedure Code, the interpreter is the person who masters the languages necessary for interpretation.

The interpreter has right to ask question to the litigants and the court to ensure correctly and fully interpretation. The court warns the interpreter about the criminal liability for incorrect interpretation. The court is entitled to appoint the interpreter as suggested by the party which pays for the interpretation services. The interpreter is entitled to ask questions to make the interpretation more accurate.

According to the Article 83 of the Criminal Procedure Code, an interpreter is a person, disinterested personally in the criminal case, invited by a body conducting criminal trial, for interpretation. The interpreter shall have a free command of the language of criminal proceedings, as well as the language, from which the translation is conducted. The judge and as well as the prosecutor, the officer of the body of inquiry, the defense attorney, the representative and other participants of the trial, the witness to a search, the expert, the witness are not entitled to be interpreters. An interpreter, pursuant to this Code, is considered also a person, who understands the signs of the deaf-mutes people and is capable to communicate with the deaf though signs.

4. The interpreter has the following obligations:

- 1) to arrive upon the call of the body, conducting the criminal trial, for conduct of translation;
- 2) to present to the body, conducting the criminal trial, documents, verifying his/her qualification as an interpreter;
- 3) to communicate, upon the demand of the body, conducting the criminal trial and also the parties, information on his/her professional experience and on relations with the people participating in the proceedings of respective criminal case;
- 4) to be at the location of the implementation of investigatory or other procedure action, in the room of court session during all the time, until it is necessary for him/her to provide interpretation, and not to leave the location of the implementation of the named action (not official copy) without the permission of the person, conducting it, and from the room of court session, without the permission of the presiding person;
- 5) to conduct interpretation fully, correctly and timely;
- 6) to obey the lawful instructions of the prosecutor, the investigator, the body of inquiry, of the presiding person;
- 7) to observe order at the court session;
- 8) to verify with his/her signature the fullness and the correctness of the translation in the protocol of investigatory or other procedure action, in the proceedings of which he/she participated, and also the correctness of the translation in the documents, issued in translation to the persons, participating in the proceedings of the criminal case;
- 9) to not divulge, without the permission of the body, conducting the criminal trial, the information, became known to him/her in connection with the participation in the investigatory action or during the closed-door session of the court.

5. Failure to perform one's obligations by the interpreter produces responsibility, prescribed by the law.

6. The interpreter has the right:

- 1) to ask questions to the persons, present during the interpretation, to make the translation more accurate;

- 2) to acquaint himself/herself with the protocols of investigatory or other procedure action, in which he/she participated, and also, in the respective part, with the protocol of the court session and to make remarks, subject to inclusion to the protocol, on the fullness and correctness of the record of translation;
- 3) to receive compensation of the expenses, incurred during the proceedings of the criminal case.

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires There is no consolidated database of court interpreters because they are not subject of special accreditation.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Government Decree N1334 of November 22, 2018 provides the procedure to involve interpreters into judicial proceedings. It provides requirements for selection of interpreters to ensure the quality of interpretation. The Services of Interpreters are being obtained via State Procurement procedures where the quality requirements are a must.

Binding provisions regarding the quality of court interpretation defines by the Article 6 of the Procurement Law of the Republic of Armenia.

In accordance with the paragraph 3 of the Article 6 of the Procurement Law "The participant must meet the qualification criteria set out in the invitation. The participant must have some qualities for the performance of obligations under the contract, such as 1.compliance with the professional activity of the contract.

2.professional experience.

3.technical measures.

4.financial measures.

5.working resources".

In accordance with the paragraph 4 of the Article 6 of the Procurement Law "Some criteria, connected with the right to participate in purchases and qualifications, that are not define in this Article, that are discriminatory and restrict competition, that are not adequate and directly do not derived from the necessity of fulfillment of obligations under the contract can not be set for the participant".

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[X] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélectionJudicial Department

Commentaires When there are grounds requiring involvement/appointment of an interpreter in a case, the court, according to the relevant procedural laws, makes a decision on involving an interpreter in a case. The appointment procedure, the size and procedure of remuneration of interpreters is set forth by the Government Decree (The decision of the RA government on appointment of court interpreters by RA courts and settlement of the size and order of their remuneration(No. 265, 20.03.2008). According to the relevant provisions of the mentioned Decree, after the court decision is received, the Judicial Department is processing the procurement.

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Information provided by the Judicial Department.

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the Criminal Procedure Code, an expert is a person, personally disinterested in the case, appointed, upon his/her consent, by a body, conducting the trial, or upon its demand, by the head of expertise institution or invited by a party for the conduct of research of the materials of the case with the utilization of special knowledge in sciences, technology, arts, crafts and for drawing a conclusion on that basis. The expert may be appointed from among the persons, offered by the participant of the trial. The expert shall possess the right qualifications and have sufficient special skills and knowledge of science, technology, arts or crafts. The person instructed to perform an expert examination must appear by court summons and give an objective conclusion based on the questions asked.

According to Article 86 of the Civil Procedure Code, 1. The first instance court can by motion of a party (parties) or by its own initiative, appoint expert examination. 2. Submitting the motion for an expert examination the persons participating in the case are entitled to indicate the fact to be proved, which should be confirmed by the expert's opinion, must raise the questions that should be clarified during the examination. 3. Persons participating in the case are entitled to mention the specialized forensic institution or expert, that the first instance court may order the expert examination. If a license or qualification is required to carry out the relevant examination, the person participating in the case shall provide the evidence proving the competence of the proposed expert institution or the proposed expert to perform such examination. 4. In appointing an expert examination by a motion of the persons involved in the case, the first instance court may ask the expert only those question raised by the involved persons. 5. The first instance court has right to remand the questions having regard to the substance and the content of the fact to be proved. The first instance court justifies the rejection of the questions raised by the persons participating in the case that are not put to the expert. In appointing an expert examination by its own initiative the first instance court also has right to raise questions to the expert in cases provided by law.

6. The first instance court shall make a decision on appointing an expert examination, which states:

- 1) the name of the first instance court;
- 2) date of appointment of expert examination;
- 3) case number;
- 4) the names (names) of the persons involved in the case;
- 5) the fact to be proved;
- 6) the questions to the expert;
- 7) the name of the expert or the name of the specialized expert institution;
- 8) list of materials (documents) provided to the expert and, if necessary, conditions for deal with them.

7. The first instance court, and if the expertise is ordered to the execution of a specialized expert institution, upon the instruction of the court, the head of that institution shall forewarns the expert about the criminal liability for providing obviously false conclusions. The court takes the expert signature about the warning which is attached to the record of the court session. When the examination is carrying out in the specialized expert institution, the expert's signature on the warning shall be attached to the conclusion.

According to Article 37 of Administrative Procedure Code

1. In order to clarify issues requiring specialized knowledge which arise during case trial, the court can by motion of a party (parties) or by its own initiative, appoint expert examination, which the court can order to the specialized expert institution or an expert.

2. The costs of an expert examination appointed by initiative of the court of the parties are covered at the expense of the court. 3. Persons participating in the case are entitled to propose questions to the court which must be clarified during the expert examination or to mention the specialized forensic institution or expert to whom the court may assign the examination.
4. The court makes a decision on appointing an expert examination, determining the list and content of the questions.
5. The court makes a decision on appointing an expert examination, which indicates the name of the court, date of appointment of expert examination, name of the case, the questions to the expert, the name of the expert or the name of the specialized expert institution, list of materials (documents) provided to the expert and, if necessary, conditions for deal with them.
6. The court forewarns the expert about the criminal liability for providing obviously false conclusions. The court takes the expert signature about the warning which is attached to the record of the court session. 7. Persons participating in the case are entitled to bring motion to appoint an expert examination and to order the examination to the proposed specialized forensic institution or expert, which costs should be are covered by that party.

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

- Oui
- Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaires There is no such consolidated database as of yet.

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires NAP

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires The answer "Yes" implies that the experts have relevant professional educational background. However, a special training is not being organized.

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires The function of judicial experts is regulated by the procedural codes of RA, please see question 202.

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui
- Non

Commentaires There is no directly such a demand, however the law requires that the expert is not interested in the case concerned.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The judge sets the remuneration which is paid by the Judicial Department.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : The process for expertise is provided by relevant procedural laws. There are no specific time frames set out in the law, but the function of the experts in general is regulated by the relevant procedural legislation.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[X] NA [] NAP
1.Affaires civiles et commerciales litigieuses	[X] NA [] NAP
2.Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3.Affaires pénales	[X] NA [] NAP
4.Autre affaires	[] NA [X] NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires The expert shall be appoint by the body performing the trial (court in trial stage and investigator or prosecutor in pretrial stage). The expert can be a candidate nominated by parties. In addition, in criminal proceedings the expert might be chosen by the head of the expert institution.

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- Oui
- Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : Criminal Procedure Code, Civil procedure Code, information provided by the Judicial Department.

12.Les réformes dans le système judiciaire

12.1.Réformes envisagées

12.1.1.Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser

si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux on 10 October 2019 the Government of Armenia adopted the 2019-2023 Strategy for Judicial and Legal Reforms of the Republic of Armenia (hereinafter referred to as the "Strategy") which was developed taking account the imperative of drastic changes in the judicial and legal sector, the necessity of planning, monitoring, accountability and regular evaluation of the progress of strategic reforms. The ultimate purpose of this Strategy and the Action Plans deriving the reform will be the restructuring of courts and state institutions linked to the justice system based on the criteria of independence and accountability, which is necessary for the development of the democratic state. Based on the Strategy, three Action Plans were made: short-term Action Plan (from the 2nd half of 2019 to 2020), long-term Action Plan (from 2021 to 2023) and Individual Action Plan on setting up an e-justice platform and ensuring the accessibility of electronic data bases (from the 2nd half of 2019 to 2023).

The Strategy provides for drastic changes, especially in the matters of effectiveness, independence of the judicial system and in the field of fight against corruption in the judiciary. The Strategy stipulates the following strategic goals: setting up an e-justice platform and ensuring accessibility of electronic data bases and updating thereof, strengthening the rule of law by enforcement of the toolkit for the transitional justice, conducting constitutional reforms, reforming the electoral legislation, ensuring independence and impartiality of the judiciary, improving the mechanisms for public accountability of the judiciary, a judicial system free of corruption and patronage, increasing efficiency of functioning of courts, establishing a uniform platform of services provided by the state authorities and the local self-government bodies, reforming the law-enforcement system, reforming the criminal and criminal procedure legislation, reforming the civil and civil procedure legislation, raising effectiveness of the administrative justice and administrative proceedings, reforms in the field of bankruptcy, developing alternative methods of dispute settlement, raising efficiency of the notary system, raising efficiency of the system of advocacy, reforms within the compulsory enforcement system.

2. Budget Approximately EUR 38.000.000.

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) The Strategy envisages:

1. Improving the integrity check mechanisms of members of Supreme Judicial Council, judges, prosecutors, investigators
2. Establishing a new Anti-Corruption Court, a corresponding anti-corruption unit in Prosecutor General's office and an Anti-Corruption investigative body
3. Tools aimed at decreasing the backlog and increasing the efficiency of justice, such as: electronic tools, ADR tools, increasing the number of judges
4. Renovation and construction of new court houses
5. Increasing transparency and representation of non-senior prosecutors in the prosecutors' representative bodies.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire -Reduction of the workload of judges and ensuring reasonable time limits for court examination

-Developing alternative mechanisms for provision of free legal aid

4. Conseil supérieur de la magistrature It is envisaged to increase Supreme Judicial Council's capacity of integrity check of judges.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. Upon the adoption of amendments to the Judicial Code the minimum age for candidate judges will be decreased to 25, so will the requirement of professional experience (3 years). Continuous capacity building activities are envisaged for judges in the fields of:

(a) investigation of corruption, economic and official crimes,

(b) importance is attached to the development of the skills of judges to work with evidence on electronic media parallel to the introduction of electronic justice tools,

(c) professional rules of conduct and ethics,

(d) case-law of the European Court of Human Rights on particular articles of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms;

(e) issues regarding the role of a judge, reasoning of the judicial act, practical challenges to the independence of a judge. Relevant capacity building activities are envisaged for prosecutors and investigators. The following actions are envisaged in the field of Notary:

- Introducing procedures necessary for the application of the institution of the notary act execution
- Reviewing the procedures for subjecting a notary to disciplinary liability and terminating the powers
- Increasing the effectiveness of notary actions

The following actions are envisaged in the field of Advocacy:

- Increasing the effectiveness of activities of public defenders
- Developing the activities of the School of Advocates
- Improving the rules of conduct and integrity of the advocate

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération Civil procedure

-Reviewing the institution of returning an application in civil procedure,

-Prescribing cases of compulsory mediation in civil procedure,

-Solving the issues recorded upon the results of inventory of the issues having arisen in law enforcement practice of the civil procedure,

-Introducing tools necessary for making notifications electronically,

-Introducing mechanisms necessary for submitting procedural documents electronically.

Administrative procedure

- Establishing an Administrative Chamber of the Court of Cassation,

- Improving the procedures for notification in administrative procedure,

- Applying written and simplified procedures in administrative procedure,

- Reviewing the regulations related to state duty,

- Increasing the effectiveness of special proceedings in the administrative procedure

- Increasing the effectiveness of appeals against administrative acts through the administrative procedure,

- Improving the legislation on administrative offences.

Completely new Criminal and Criminal procedure codes are in the phase of public discussions and will shortly be introduced to the Parliament.

7. Exécution des décisions de justice Amendment package in law on "Compulsory Enforcement of Judicial Acts " entered into legal force in 2019 which:

- regulates the grounds related to rejection of providing writ of execution and also stipulated that such decisions are subject to appeal,
- set out mechanisms to encourage voluntary execution of the writ of execution.
- provides new mechanisms, which are expected to make notifications more effective.
- in order to maximize the protection of citizens' rights, it stipulate that in all cases, regardless of whether the property is occupied by the debtor or by another person, the participation of the witness is mandatory when the compulsory executor enters the real estate.
- in order to increase the efficiency of enforcement proceedings, the content of Debtor's property declaration has been expanded, with the obligation to submit a new declaration in case of acquiring new property or property rights.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges ADR

- Improving the arbitration legislation
- Ensuring opportunities for establishing arbitration centre
- Raising the level of relevant legal education and public awareness

9. Lutte contre la criminalité In order to overcome the criminal subculture, the Government initiated legislative proposal, within the frame of which the National Assembly has been offered to provide criminal liability for giving or receiving or maintaining the highest status within the criminal hierarchy, for creating or managing a criminal subculture, for participating in or engaging in a criminal subculture, applying to a person who is affiliated with the criminal environment or has the highest status within the criminal hierarchy. It is to be noted that the National Assembly of the Republic of Armenia adopted this law draft in the first reading.

It should be noted that the educational reforms have already started. In particular, the "Centre for implementation of legal education and rehabilitation programmes" SNCO of the MOJ, under the Decrees of the RA Minister of Education and Science NN 250-A/2 and 251-A/2, from 21 March 2018, was issued licenses to implement educational activities at the penitentiary institutions based on the general education programs. Moreover, Educational plans (alternative/author's/educational programs) of a special facility of general education for the persons serving punishment connected with deprivation of liberty and/or detainees, developed by this organization, were approved under the Decree of the Minister of Education and Science N 1398-A/2, from 19 October 2018. Consequently, the persons without general education will be able to exercise their right to education – having an opportunity to study Armenian language, Russian language, computer science, Armenian literature, geography, Armenian history, History of Armenian Church, algebra, geometry, physics, chemistry, biology, physical culture, social science. On 24 July 2019, the RA Ministry of Education, Science, Culture and Sport and the "Centre for implementation of legal education and rehabilitation programmes" SNCO signed a subsidy contract, in a result of which on September 2, 2019, the SNCO started to provide general education to the persons serving punishment connected with deprivation of liberty and/or detainees. Preserving the outcomes of the mentioned efforts and taking the new ones will promote improvement efficiency of resocialization process. At the same time, a package of reforms has been developed in the field of police which will promote the fight against crime.

9.1 Système pénitentiaire 1) The Government of Armenia has already approved "On approving the 2019-2023 strategy of the penitentiary and probation field of the Republic of Armenia, the 2019-2023 plan of actions for its implementation, and the procedure of formation and organization of the activities of the council coordinating the implementation of the plan" on November 27, 2019.

The goal of the strategy is to shift from punitive policy to restorative justice, to the rooting of the principles of restorative justice in the field of criminal punishment, to the effective realization of the purposes of punishment, to the overcoming of the criminal subculture, to the prevention of corruption in the penitentiary and probation system, to the reduction of re-offending and ensuring public safety.

Accordingly, the following reform directions have been defined:

- Improvement of the RA legislation regulating the penitentiary and probation field,
- Improvement of the conditions of inmates, optimization and modernization of penitentiary institutions, improvement of Penitentiary and Probation Service facilities and increase of technical equipment,
- Ensuring accessible conditions for people with disabilities in the penitentiary institutions,
- Improvement of the conditions of incarcerated juveniles,
- Overcoming corruption and criminal subculture, •Review of the status of the Probation service and HR policy in the Penitentiary Service, reinforcement of cooperation between Penitentiary and Probation services,
- Introduction of electronic management tools in the penitentiary and probation system,
- Re-socialization of inmates and probation beneficiaries, •Improving the quality of medical care and services.

In the framework of improvement of the storage conditions and the optimization of penitentiary institutions it is stipulated:

- 1.Close “Nubarashen” and “Central Prison Hospital” penitentiary institutions and build a new penitentiary institution with a capacity for 1,200 inmates on the territory of Yerevan (in Silikyan district).
- 2.Close “Goris” penitentiary institution and build a new penitentiary institution with a capacity for 350 inmates (project already in place, planned to build in Khndzoresk village).
- 3.Transfer “Yerevan - Kentron” penitentiary institution from the building of the National Security Service to the building of the former “Erebuni” penitentiary institution.
- 4.Close “Hrazdan” penitentiary institution and build facilities for the “Hrazdan” penitentiary institution in the territory of the administrative building of the “Sevan” penitentiary with a close and semi-close regime possibilities and detention facility for detainees.
- 5.Provide a ventilation system at “Armavir” penitentiary institution, create the necessary storage conditions for a semi-open regime facility, as well as develop the capacity of a medical inpatient.

The Strategy will guarantee predictable development and improvement of the penitentiary and probation field with single united document.

2) ne of the most important directons of the Strategy is overcoming corruption and criminal subculture. The strategic goals under this direction are aimed at excluding all corrupt practices and overcoming the criminal subculture in the system. In addition to other measures envisioned under this Strategy, it is planned to conduct general audit in order to reveal corruption related manifestations. The audit will enable identifying all the violations and abuses and bringing those responsible for to liability. In this context, the penitentiary institutions need to be refurbished with surveillance equipment. Modernization of the surveillance tools first of all presupposes re-equipping the penitentiary institutions with modern video-surveillance systems, which will enable to establish an Operational Management Center and exclude through the on-line surveillance such corrupt practices as: additional walking time, reduced keeping in quaranteen, open cells, refrain from checking the parcels, etc. Refurbishing the penitentiary institutions with modern engineering and technical means (metal detectors, scanners, etc.) will enable preventing such manifestation of corruption as inflow of contraband. Characteristically, the criminal subculture, that exists at the penitentiary institutions, is also conducive to formation and enrooting of the corruption environment. It is to be mentioned, that the issue of criminal subculture at the penitentiary institutions has been addressed by widely recognized international entities. Thus, the CPT delegation, in the course of the 2015 visit, again observed that there was a general tendency for the management and staff in the prisons visited to partially delegate authority to a select number of inmates who were at the top of the informal prison hierarchy, the so-called ‘watchers’, and use them to keep control over (and maintain discipline among) the inmate population. In order to exercise their authority, the ‘watchers’ were apparently afforded certain privileges, such as the possibility to move relatively freely within the establishments and to enter any cells. The issue of criminal subculture was also referred to by the UN Committee against torture in the 4th Periodic report on Armenia (2017). The Committee has found that the high incidence of inter-prisoner violence in penitentiary institutions may be the result of the existence of a criminal subculture and informal hierarchy in prisons. Therefore, steps should be taken to end the practices of making use of the informal hierarchical relationships as a means of maintaining order at the penitentiary institutions. No prisoner should have an opportunity to exersise authority towards other prisoners. The Government is resolute to prevent corruption related manifestations that

have been enrooted in the system for years and to eradicate the 'conducive conditions' for the existence of criminal subculture. There should not be such prisoners at the penitentiary institutions that would be in a privileged condition.

9.2 La justice adaptée aux enfants With adoption of the new Criminal, Criminal Procedure Codes, a new stage of legislative reforms will be launched, during which a special focus should be taken on ensuring that the suggested legal regulations are brought into correspondence, to the extent possible, to international legal standards, and effective mechanisms should be introduced on the level of the bylaws to ensure efficient operation of the new institutions. It should be stated that within the framework of the new Criminal Code of the Republic of Armenia separate regulations are envisaged for juveniles and persons aged 18-21, taking into account the peculiarities of their socio-psychological development.

9.3 La violence entre partenaires In 2017 the comprehensive domestic violence legislation was adopted which is aimed at preventing domestic violence and providing protection and support to domestic violence victims. New amendments to this law are envisaged seeking to extend the coverage of this law to the partners.

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication The new strategy has a separate action plan on setting up a uniform system of electronic justice, ensuring accessibility of electronic data bases and updating thereof.

11. Autres E-justice system is envisaged to be a centralized system for a comprehensive solution to the problems in justice sector. This unified e-justice system will regulate the work of all the justice sector authorities such as judicial, law enforcement and other authorities and will provide accessibility to law and justice. The unified e-justice system will be consisted of e-civil, e-criminal, e-administrative and e-criminal key subsystems. The e-justice system will also include electronic court system and system for providing and receiving information with agencies related to the judiciary.

The purpose of unified e-justice system is:

- a) To combine all the electronic systems and databases in the justice sector;
- b) To update court based e-government systems by introducing and operating unified e-justice system, which will be a comprehensive electronic platform for all justice sector authorities such as police, investigative authorities etc.
- c) To establish document circulation system law enforcement, judicial authorities d) To introduce formal online correspondence system ensuring systematic circulation of electronic documents among all the participants of the case, as well as physical and legal persons. e) To ensure systematic collection of statistical data throughout the proceedings;
- f) To ensure the creation of digital archives

Envisaged results of launch of e-justice system E-justice system will provide circulation of electronic documents to all parties involved in the case: Individuals and legal entities will be able to submit electronic documents such as to file lawsuits, motions, to submit complaints and other documents, receive formal notice and follow the case. E-justice system will exclude material and document loss, reduce the waste of paper and financial resources, as well as provide simplified administration and time management:

